

district de Montréal seulement où l'on demande que la question soit soumise au peuple ; le *Leader* de Toronto dit que le peuple devrait être consulté, et cela me paraît très-raisonnable. Pour ma part, je suis en faveur d'un appel au peuple, et je ne puis approuver qu'on lui impose la confédération sans le consulter. Mais qu'on le sache bien : si on veut que la population fasse des sacrifices pour son gouvernement dans un cas de guerre, il ne faut pas commencer par la mécontenter et la désaffectionner. Que l'on propose un système de confédération juste et équitable, et que l'on donne au peuple l'occasion de le connaître et de l'approuver et alors pas un homme ne reculerait devant la nécessité des plus grands sacrifices pour défendre la constitution librement acceptée par le peuple. On peut bien dire que l'on forcerait le peuple à marcher au moyen des baïonnettes ; mais cela serait un grand risque, car le bras est faible quand le cœur ne le seconde pas, et il faut le cœur du peuple pour défendre efficacement un pays. L'hon. premier ministre a dit que la confédération avait pour but de fortifier le principe monarchique en ce pays. Je ne vois pas qu'il soit nécessaire de donner à la couronne de plus grands privilèges qu'elles n'en possède en Angleterre même. En Angleterre, ce n'est pas la couronne qui choisit les membres de la chambre des lords ; les pairs se succèdent par héritage de père en fils ; mais ici l'on veut que les membres du conseil législatif, qui représentera la chambre des lords, soient choisis par la couronne. Pourquoi cela ? pourquoi vouloir exécuter ce qui se fait même en Angleterre ? Est-ce que la couronne se plaint de n'avoir pas assez de pouvoir ici ?—En disant que l'on veut établir en Amérique, au moyen de la confédération, un contrepois à l'influence et à la puissance des Etats-Unis, je demande si l'on n'offre pas là le meilleur prétexte que pourrait désirer le gouvernement des Etats-Unis de nous déclarer la guerre. Aujourd'hui, je ne pense pas que le peuple américain soit disposé à nous chercher querelle ; il a pour le moment suffisamment à faire. Mais si son gouvernement croyait de son intérêt de déclarer la guerre à l'Angleterre, le meilleur prétexte qu'il pourrait choisir pour soulever le peuple américain contre nous, serait certainement ce prétendu contrepois que l'on cherche à établir. On sait que la doctrine Munroe est un principe auquel tout le peuple des Etats-Unis est attaché, et si on lui en fournit l'occasion, il en profitera pour

mettre cette doctrine en pratique. Puisque par la confédération on n'augmente pas en réalité la force des colonies, pourquoi donner ombrage au gouvernement des Etats-Unis et lui fournir un moyen d'animer son peuple contre nous en cas d'hostilité ? Si l'on augmentait les moyens de défense du pays, je dirais laissons de côté toutes ces considérations ; mais tel n'est pas le cas, suivant moi. En terminant, je supplierai le gouvernement de donner au peuple le temps et l'occasion de se convaincre que la constitution qu'il a préparée est bonne et qu'elle est réellement faite dans ses intérêts ; et ensuite, je lui prédis que quand viendra le temps de la défendre le peuple marchera comme un seul homme. Mais si on veut la lui imposer de force et sans le consulter, on ne doit pas, on ne peut pas s'attendre à la lui voir défendre avec autant de zèle. Je crois que cette demande n'est que juste, et pour nous-mêmes et pour le peuple que nous représentons. Pour moi je ne suis pas venu ici pour combattre la confédération et la faire échouer à tout prix, mais je ne veux certainement pas la voter sans la connaître dans tous ses détails. (Applaudissements.)

—o—

MARDI, 14 février 1865.

L'HON. SIR N. F. BELLEAU.—La discussion sur le plan de confédération est déjà bien avancée, et il reste peu de chose à dire, car toutes les objections que l'on a contre ce plan ont été faites d'un côté et combattues de l'autre. Cependant, je me permettrai de faire quelques remarques sur certaines de ces objections que l'on a renouvelées hier encore. Depuis trois ans, le pays se trouve spectateur d'un état de choses que beaucoup de personnes ont désigné sous le nom d'anarchie gouvernementale, tant les gouvernements se sont rapidement succédés au timon des affaires. C'était un conflit qui grandissait tous les jours entre les partis politiques,—conflit qui menaçait d'entraver complètement la marche des affaires publiques, et qui appelait nécessairement l'attention de nos hommes d'état sur les moyens de remédier à cet état de choses. Les hommes influents du pays ont donc fini par se réunir et ont décidé que le remède qu'il nous fallait était la confédération des provinces de l'Amérique Britannique du Nord. Il n'est pas étonnant que ce plan